

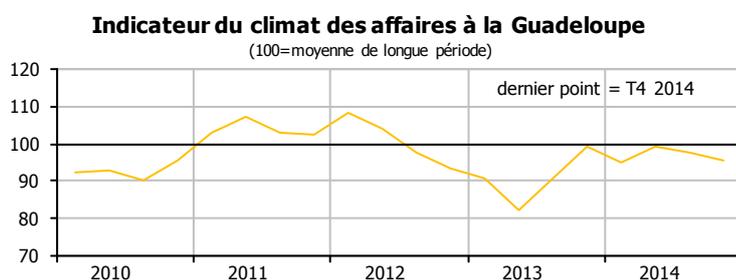
## Tendances conjoncturelles

4<sup>e</sup> trimestre 2014

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

#### Un quatrième trimestre contrasté

L'indicateur du climat des affaires (ICA) continue de diminuer au quatrième trimestre 2014. Il retrouve ainsi son niveau de début d'année. Cette évolution s'explique par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise tant sur le trimestre passé que sur celui à venir.



En dépit d'un climat des affaires atone, l'investissement des entreprises et la consommation des ménages affichent des signes d'amélioration. Les échanges commerciaux repartent à la hausse après deux trimestres consécutifs de baisse. Cependant, le marché du travail reste tendu, en particulier pour les seniors (50 ans et plus) et les jeunes de moins de 25 ans.

Au quatrième trimestre 2014, l'activité est en baisse dans les secteurs de l'industrie, du BTP et du tourisme. Elle enregistre un rebond dans le secteur du commerce et poursuit son amélioration dans le secteur primaire et l'agroalimentaire. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise restent pessimistes. Ils anticipent une activité en baisse pour le début d'année, ainsi qu'une détérioration des charges et des délais de paiement de la clientèle.

#### UNE CROISSANCE ET DES PERSPECTIVES PLUS MODÉRÉES SELON LA BANQUE MONDIALE

Selon la Banque mondiale, en 2014, la croissance en **Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC)** s'est réduite significativement, passant de 2,5 % en 2013 à 0,8 %, soit son plus faible niveau depuis 2009. Toutefois, les Caraïbes poursuivent leur croissance (+4,6 % en 2014) ce qui devrait permettre de maintenir la croissance dans la zone ALC autour de 4,1 % entre 2015 et 2017 en lien avec une forte demande externe et des recettes touristiques en progression.

À la **Barbade**, les réverses internationales ont atteint 256 millions de dollars à la fin de l'année 2014, soit une couverture en importation de 14,5 semaines. Ce niveau est en retrait de 9 % par rapport à l'année précédente. Pour autant, les arrivées de touristes de séjour sont en progression (+1,2 % sur un an). La Banque centrale de la Barbade estime que l'activité économique a progressé globalement de 0,3 % en 2014 en lien avec les investissements dans le secteur du tourisme, l'activité du BTP, des mines et carrières, de l'énergie solaire et de production de viande de volaille.

En **République Dominicaine**, la Banque centrale estime la croissance autour de 7 % en 2014 malgré trois mois consécutifs de déflation. À fin décembre, l'inflation atteint 1,6 % sur un an soit un niveau inférieur aux hypothèses de prévisions (+4,5% ; +/-1 %) de croissance. Néanmoins, la Banque centrale maintient sa politique monétaire et son taux d'intérêt à 6,5 %. Le déficit financier devrait atteindre 2,4 % du PIB en 2015. Un rapport récent de Moody's attribue la croissance au secteur minier (21 %), au secteur du BTP (11 %), aux fortes performances du secteur du tourisme et à une production d'or en progression.

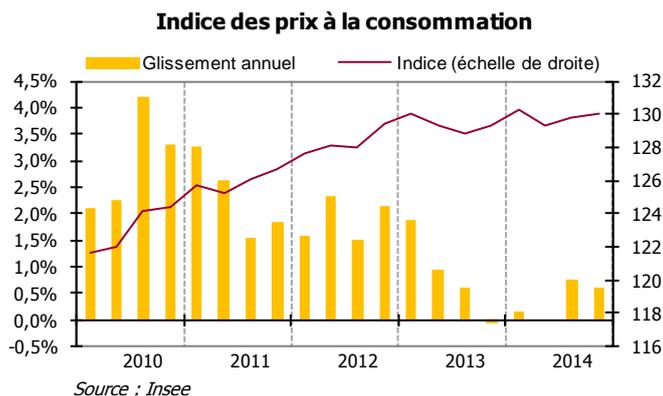
Sources : Banque mondiale, Banque centrale de la Barbade, Banque centrale de la République Dominicaine

## L'inflation ralentit

À fin décembre 2014, l'indice des prix à la consommation progresse faiblement (+0,2 % en variation trimestrielle après +0,4 % à fin septembre).

La hausse des prix des services (+1,7 %) et de l'alimentation (+0,1 %) est en partie compensée par la baisse des prix des produits manufacturés (-0,6 %) et des prix de l'énergie (-3,2 %) en lien avec le recul des prix des produits pétroliers (-4,8 %).

En glissement annuel, l'indice des prix affiche une hausse (+0,6 %). Cette augmentation tient à la progression des prix des services et de l'alimentation (+1,4 %). À l'opposé, les prix des produits manufacturés (-0,4 %) et de l'énergie (-1,1 %) contribuent négativement à l'évolution de l'indice.



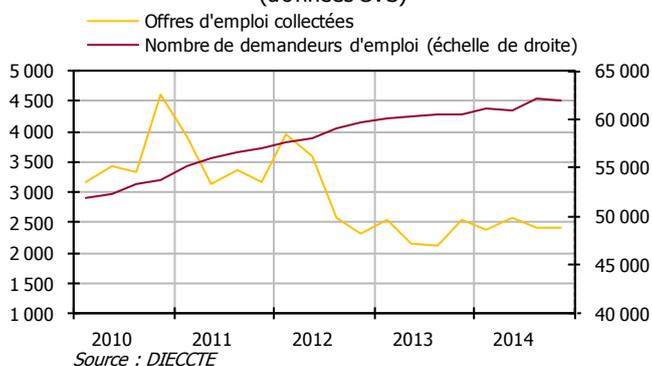
## Le nombre de demandeurs d'emploi reste élevé

À fin décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 61 940 (CVS). Il est quasiment stable en variation trimestrielle (-0,2 %, CVS) après avoir sensiblement augmenté au trimestre précédent (+2,0 %, CVS). Dans le détail, la demande d'emploi des personnes âgées de 25 à 49 ans enregistre une baisse de 1,2 % sur le trimestre (après +1,9 % à fin septembre, CVS). La demande d'emploi des seniors et des moins de 25 ans continuent d'augmenter (respectivement +1,9 % et +0,6 %).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse (+2,2 %, CVS). Au niveau national, la progression est de 5,4 % (CVS).

Les offres d'emploi collectées affichent une légère baisse (-0,8 %, CVS, en variation trimestrielle). Cette diminution s'explique par la chute des offres d'emploi durable (-15,9 %, CVS). Les offres d'emploi temporaire ont quant à elles augmenté de 23,9 % (CVS).

## Demandeurs d'emploi DEFM A et offres d'emploi collectées (données CVS)



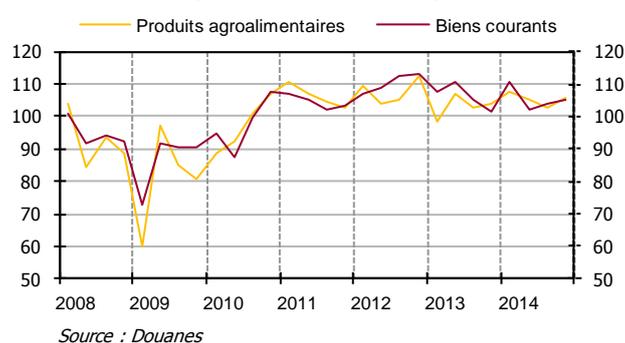
## La consommation des ménages est mieux orientée

Au quatrième trimestre 2014, la consommation des ménages affiche des signes d'amélioration.

Les importations de biens destinés aux ménages sont mieux orientées sur le trimestre : les produits agroalimentaires importés augmentent de 2,9 % après -2,0 % à fin septembre (CVS); les biens de consommation courante importés poursuivent leur hausse (+1,1 % après +2,0 % à fin septembre, CVS). La tendance est également à la hausse sur un an.

Cette meilleure orientation de la consommation se retrouve dans l'opinion des chefs d'entreprise du secteur du commerce : le solde d'opinion s'améliore après avoir enregistré une dégradation au trimestre précédent.

## Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



La plupart des indicateurs de vulnérabilité des ménages montre également des signes d'amélioration sur le trimestre. Le nombre de retraits de cartes bancaires continue de diminuer fortement (-16,9 % après -14,0 % à fin septembre). Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire enregistre une baisse de 2,4 %, après avoir légèrement augmenté au trimestre précédent (+0,5 %). En revanche, le nombre de dossiers de surendettement enregistre une forte hausse (+47,5 %).

## L'investissement se redresse mais reste limité

Au quatrième trimestre 2014, l'investissement affiche des signes de redressement mais reste limité.

Les importations de biens d'équipement augmentent significativement en variation trimestrielle (+11,3 % CVS). Elles restent cependant légèrement en dessous de leur niveau du quatrième trimestre 2013. Les importations de biens intermédiaires progressent de 6,1 % (CVS) après cinq trimestres consécutifs de baisse. En glissement annuel, elles augmentent de 1,6 % (CVS).

Pour les 12 prochains mois, les intentions d'investir des chefs d'entreprise sont orientées à la baisse.

Les indicateurs de vulnérabilité des personnes morales enregistrent des évolutions contrastées sur le trimestre. Le nombre de radiations d'entreprises affiche une forte hausse (+64,4 %). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire diminue légèrement sur le trimestre (-0,7 %). Les incidents de paiement sur effets de commerce diminuent en nombre (-11,0 %) mais augmentent en montant (+18,7 %).

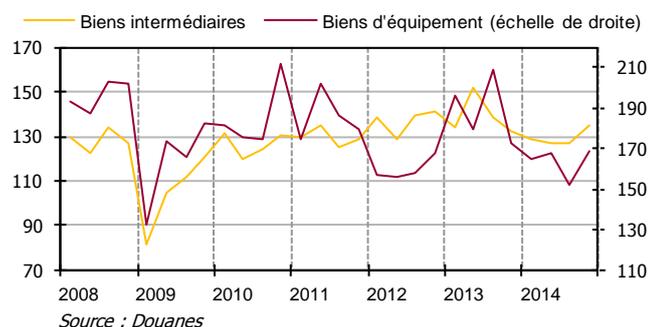
## Les échanges commerciaux repartent à la hausse

À fin décembre 2014, les échanges commerciaux repartent à la hausse après deux trimestres consécutifs de baisse.

Les importations, tirées par la demande intérieure, augmentent de 4,2 % (CVS) sur le trimestre. Sur un an, les importations sont stables (-0,1 %).

Les exportations sont également en augmentation sur le trimestre (+6,4 %), en lien avec la hausse des exportations de produits agroalimentaires (+1,1 %). Sur un an, elles accusent cependant un repli de 6,6 %.

**Importations de biens destinés aux entreprises**  
(CVS, en millions d'euros)



**Échanges commerciaux**  
(CVS, en millions d'euros)



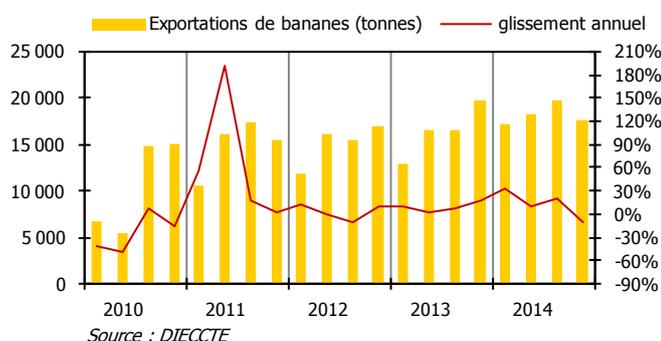
## DES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES CONTRASTÉES

Au quatrième trimestre 2014, selon les premiers résultats de l'enquête de conjoncture, l'activité est en baisse par rapport au trimestre précédent. L'ensemble des soldes de gestion (charges, trésorerie, délais de paiement, investissements) se dégradent, à l'exception des effectifs qui peinent à poursuivre la hausse amorcée le trimestre dernier.

Dans le **secteur primaire** et **l'agroalimentaire**, l'activité est en hausse sur le trimestre mais les résultats restent contrastés. Les exportations de produits agroalimentaires augmentent de 1,1 % sur le trimestre (CVS) mais restent inférieures à leur niveau de 2013. Le bilan de l'activité rhumière est mitigé : les ventes de rhum industriel sont en hausse de 9,3 % (CVS) par rapport au trimestre précédent, mais celles de rhum agricole reculent sensiblement (-26,0 %, CVS). Les exportations de produits agricoles diminuent (-10,5 % en variation trimestrielle, CVS), en lien avec la baisse des exportations de bananes (-11,2 % sur le trimestre, -10,5 % sur un an). Le volume exporté (près de 18 000 tonnes) reste cependant élevé.

Dans le secteur de **l'industrie**, pour partie lié à l'évolution du secteur de la construction, l'ensemble des soldes d'opinion reste dégradé, à l'exception des délais de paiement de la clientèle.

**Évolution des exportations de bananes**



Après l'amélioration observée le trimestre passé, l'activité dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)** fléchit à nouveau. Les ventes de ciment sur le marché local diminuent (-12,9 % en rythme annuel, données brutes) et le nombre de permis pour la construction de logements neufs sont en retrait (-39,3 % sur le trimestre et -18,9 % en glissement annuel). Les effectifs salariés affichent une baisse sur le trimestre (-4,2 %).

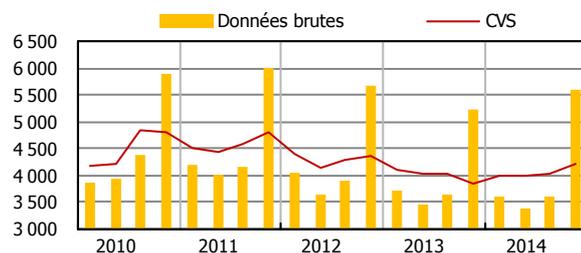
Selon les chefs d'entreprise, l'activité dans le secteur du **commerce** s'améliore en fin d'année. Le marché automobile enregistre un nouveau rebond. Le nombre de véhicules neufs immatriculés augmente de 55,5 % (en variation trimestrielle, après +6,6 %). Sur un an, il croît de 7,5 %. Les chefs d'entreprise sont toutefois réservés quant à la poursuite de l'amélioration au cours des trois prochains mois.

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité ralentit mais reste orientée à la hausse. Une dégradation de l'ensemble des soldes de gestion du secteur est observée.

Le quatrième trimestre qui annonce le début de la haute saison touristique et le démarrage de la saison des croisières, est marqué cette année par la tenue de la 10<sup>e</sup> édition de la Route du Rhum-Destination Guadeloupe. Cependant, selon l'enquête IEDOM, le courant d'affaires des chefs d'entreprise du secteur du **tourisme** diminue. Le trafic de passagers (hors transit) à l'aéroport Pôle Caraïbes enregistre une hausse de 5,7 % sur le trimestre (CVS), mais il se replie de 0,9 % sur un an (CVS). Selon certains professionnels, la grève de l'eau du mois de décembre a eu des répercussions sur la fréquentation des hébergements touristiques qui enregistrent une baisse des réservations.

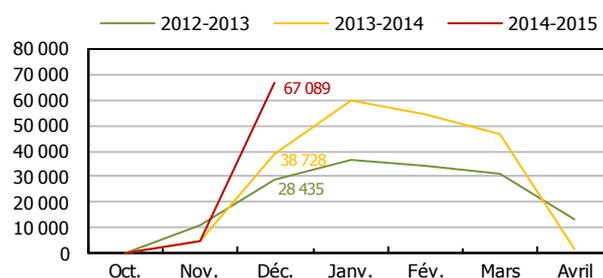
La saison des croisières 2014-2015 a bien débuté. Avec près de 70 000 croisiéristes accueillis au cours du seul mois de décembre 2014, les résultats sont en hausse de 73,2 % par rapport à décembre 2013. Le nombre d'escales prévues augmente de près de 67 %.

#### Immatriculations de véhicules neufs



Sources : Préfecture, CVS IEDOM

#### Nombre de croisiéristes



Source : Guadeloupe Port Caraïbes

### ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISÉ CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le FMI prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux États-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au troisième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après 0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur 0,8 % pour 2014 et 1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à 0,1 % au quatrième trimestre 2014 après 0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, Insee

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Jean-Marie PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2015 - Dépôt légal : mars 2015 – ISSN 1952-9619